

*Questions orales*

**M. l'Orateur:** A l'ordre.

**M. Trudeau:** Monsieur l'Orateur, si je comprends bien, le député et moi-même ne divergeons d'opinion que sur des questions de degré et non de principe. Il veut un dollar à 90c., et le nôtre ne vaut que 84c. Mais le résultat demeurerait le même, car un dollar à 90c. se traduirait également par une hausse du coût de la vie dans notre pays.

Le député veut savoir ce que nous y pouvons. Nous savons ce qu'eux ils feraient. Ils accroîtraient le déficit, et nous rejetons cette solution.

**Des voix:** Bravo!

**Des voix:** Oh, oh!

LES MESURES DE SURVEILLANCE APRÈS LA LEVÉE DES  
CONTRÔLES

**M. Sinclair Stevens (York-Simcoe):** Monsieur l'Orateur, nous verrons par les prévisions de dépenses qui seront divulguées cet après-midi vers quel déficit épouvantable le gouvernement nous conduit.

Ma question s'adresse encore au premier ministre. Jeudi dernier, le premier ministre a dit que le gouvernement fédéral envisageait d'autres mesures de surveillance pour la période après-contrôles, c'est-à-dire des mesures autres que la création du Centre d'étude sur l'inflation et la productivité. Pourrait-il dire à la Chambre quels étaient ces autres projets, et si le gouvernement a l'intention de les mettre à exécution, étant donné que l'inflation semble encore une fois se déchaîner?

● (1420)

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, je crois qu'on a d'ores et déjà répondu à une question semblable posée par le député de Windsor-Ouest. Ce dernier avait demandé en substance si nous étions prêts à accorder des pouvoirs d'enquête plus importants au Centre d'étude sur l'inflation et la productivité, et j'ai dit que nous y songions.

LE PLAN DU GOUVERNEMENT POUR LUTTER CONTRE LES  
HAUSSES DES PRODUITS ALIMENTAIRES

**M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser ma question au premier ministre. Étant donné que l'indice des prix à la consommation montre aujourd'hui que les produits alimentaires ont subi de fortes hausses, ce qui semble confirmer les prévisions faites la semaine dernière par le ministre de la Consommation et des Corporations, selon lesquelles les prix des produits alimentaires devraient augmenter de 14 p. 100 au cours des prochains mois, le premier ministre pourrait-il dire à la Chambre si le gouvernement a un plan pour lutter contre les hausses dans ce secteur, ainsi que l'a laissé entendre à Winnipeg le ministre de la Consommation et des Corporations la semaine dernière? Si oui, quand nous en parlera-t-on, ou alors, de combien les produits alimentaires doivent-ils augmenter pour que ce gouvernement se décide à prendre des mesures?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, sans doute le député pense-t-il comme nous que le gouvernement devrait encourager les producteurs de denrées alimentaires du Canada à atteindre une certaine stabilité, mais qu'il ne devrait pas exercer sur eux de surveillance pas plus pendant qu'entre les périodes de contrôle. Les producteurs ont leurs couédies franches et le gouvernement n'a jamais tenté de

réglementer leurs produits à la ferme. Les producteurs écoulent leurs produits sur le marché libre.

Quant à ce qu'il advient de ces produits par la suite, le député sait que nous avons étudié la situation des transformateurs et des distributeurs et que nous n'avons pas trouvé qu'ils réalisaient des profits exorbitants.

**M. McGrath:** Monsieur l'Orateur, je ne dis pas au premier ministre que nous devrions rétablir des contrôles, puisque nous savons à quel point ils sont inefficaces. Le premier ministre pourrait-il nous dire si le gouvernement entend établir une stratégie coordonnée de l'alimentation, étant donné qu'au moins cinq ministères du gouvernement interviennent en ce domaine, chacun agissant à sa guise et influençant la composante alimentation dans l'indice des prix à la consommation? Ce domaine doit faire l'objet de coordination, et quelqu'un doit nécessairement s'interposer entre le ministre de la Consommation et des Corporations, et le ministre de l'Agriculture. Le premier ministre pourrait-il nous dire si son gouvernement va tenter un pareil effort de coordination, afin que nous puissions enfin savoir dans quel sens s'oriente notre politique alimentaire?

**M. Trudeau:** Monsieur l'Orateur, si le député s'était tenu au courant des faits, il se rappellerait qu'il y a eu une réunion à Ottawa, non seulement avec les ministres concernés, mais aussi avec les représentants des différents producteurs et distributeurs. Ils en ont discuté. Je me permets de rappeler au député qu'environ 30 p. 100 des produits alimentaires que nous consommons au Canada sont importés et que, comme je le disais au député de York-Simcoe, la dévaluation de notre monnaie fait augmenter leur prix. C'est une des principales raisons de la hausse du prix des denrées alimentaires.

Le député sait certainement que, si l'indice du prix des produits alimentaires a progressé par rapport au mois dernier, c'est surtout à cause des fruits et des légumes qui sont importés. Si l'on veut importer ce genre de denrées des pays chauds en plein hiver, il est normal de payer davantage à cause de la dévaluation du dollar.

\* \* \*

LA CONSOMMATION

LES MESURES PRISES POUR VÉRIFIER SI LES CONSOMMATEURS  
BÉNÉFICIENT DE LA RÉDUCTION DE LA TAXE DE VENTE

**M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est):** Monsieur l'Orateur, peut-être me permettriez-vous de poser une dernière question supplémentaire au ministre de la Consommation et des Corporations qui semble faire des prédictions plus réalistes que le premier ministre.

On note également une hausse de prix dans un secteur non alimentaire qui est compris dans l'indice des prix à la consommation, à savoir celui de l'automobile. Et pourtant, le gouvernement a déjà réduit la taxe de vente fédérale sur les automobiles de 3 p. 100. Quelles mesures le ministre a-t-il prises pour vérifier si les commerçants font vraiment bénéficier les consommateurs de cette réduction de la taxe de vente fédérale sur les automobiles et sur d'autres biens durables? Il semblerait en effet que ce ne soit pas le cas pour les automobiles puisque leur prix augmente.